

intérêts pourraient-ils être intégrés pour donner naissance à un programme de négociations commerciales axé sur le progrès?

À ces problèmes s'ajoute l'attitude défensive adoptée par de nombreux membres de l'OMC. Pensons en particulier aux pays en développement qui ont investi massivement dans des structures industrielles reposant, par exemple, sur le régime international du commerce du sucre : les protections du système sont favorables à leurs intérêts acquis et les projets de libéralisation leur annoncent la réduction de leurs marges de préférence. L'Afrique est dans l'ensemble tout à fait sur la défensive et ne sait trop si elle doit miser sur l'OMC ou sur le Groupe ACP. Ce dernier, a-t-on avancé, serait peut-être la solution la plus productive pour l'Afrique; mais si elle ne veut pas participer à l'OMC, elle ne devrait pas empêcher de progresser ceux qui ont choisi celle-ci.

Un des facteurs qui ont changé la dynamique de la politique commerciale est le fait que les pays en développement présents à Cancún ne sont pas les mêmes que ceux qui ont participé au Cycle d'Uruguay. D'un certain point de vue, selon l'idée qu'on se fait de la cause de l'effondrement des négociations à Cancún, on peut voir des raisons d'espérer dans la meilleure préparation des pays du « Sud » constatée à cette conférence. Cette meilleure préparation du Sud et sa conscience plus précise de ses intérêts en font un partenaire de négociation plus difficile pour le Nord—mais rendent aussi le processus plus démocratique. La conséquence inévitable de l'« assimilation » mondiale de la démocratie et du nombre accru d'États démocratiques à la table des négociations est qu'il devient plus difficile d'obtenir des résultats rapides parce que chacun des gouvernements doit maintenant tenir compte de son opinion publique nationale, comme c'est depuis longtemps le cas pour les pays du Nord. On a cité l'exemple de l'Inde, où l'accord sur les mandats de négociation commerciale dépend maintenant d'un processus politique aussi difficile qu'aux États-Unis (un signe manifeste de la complexité croissante du processus politique en Inde, a-t-on fait remarquer, est que, après Cancún, le ministre indien chargé du commerce international a mis l'accent sur les « concessions mutuelles » qu'exigent les négociations commerciales). De même, au Brésil, a-t-on fait valoir, la base politique du gouvernement Lula est le mouvement ou-